

ton-Ouest (M. McKinnon), et moi, mettons, travaillons dans une usine dont le ministre du Travail (M. Rogers) est directeur. Nous avons un différend avec le gérant, non au point de vue politique mais au sujet de questions de travail, et nous allons le voir pour réclamer une augmentation de salaire. Voici quelle est l'attitude de l'honorable membre et la mienne: peu nous chaut le ministre du Travail, puisqu'il est le patron; nous allons lutter pour obtenir le salaire le plus élevé possible. Nous nous soucions peu des autres employés de la fabrique, persuadés que, puisque nous sommes les aînés, nous garderons notre place, quoi qu'il arrive. Nous ne tenons aucun compte des intérêts des consommateurs. Nous luttons simplement pour obtenir une augmentation de salaire et nous sommes disposés à obtenir le plus haut salaire possible du capitaliste qui dirige l'établissement, lequel en l'espèce est, heureusement ou malheureusement, le ministre du Travail.

Puis le différend une fois réglé avec le ministre du Travail, le gouvernement nomme le lendemain une commission ou un comité ayant pour mission de fixer une échelle de salaires pour le pays, laquelle assurera le plus grand montant de fonds de salaires qui serviront au paiement de tous les salaires. Immédiatement, mon voisin de siège, le ministre du Travail et moi-même nous changeons d'attitude au sujet du problème. Nous nous disons alors: nous devons fixer une échelle de salaires qui assure l'emploi du plus grand nombre d'hommes, afin que le nombre des employés multiplié par l'échelle de salaires nous fournisse le fonds de salaires le plus considérable pour le paiement de tous les salaires. La chose est indubitable, je pense, c'est ce que nous ferions. A titre de particuliers, si nous touchons \$3 par jour, nous nous efforcerons de faire monter notre salaire à \$6, mais si au nom de l'Etat nous nous efforçons de créer le fonds de salaires le plus considérable possible, nous chercherons à faire en sorte que, si l'on multiplie la somme par le nombre d'employés, il en résultera le plus d'argent possible.

L'été dernier, j'ai exposé cet exemple à un chef ouvrier dans l'Ouest canadien. J'étais alors à l'emploi d'un journal et il m'a dit: "Est-ce que je parle au reporter d'un journal, à un membre du Parlement ou au dénommé Deachman?" Je lui ai dit que c'était une affaire personnelle, que je n'emploierais jamais son nom à ce sujet. Je lui demandai si c'était la solution du problème du chômage et il reconnut que j'avais raison. Il dit cependant que les syndicats ouvriers ne pouvaient pas céder, parce que s'ils le faisaient, qu'arriverait-il? Si on baissait les salaires, le capitaliste propriétaire de l'usine encaisserait la différence, et tout ce qui en résulterait pour le

prolétariat, ce serait un salaire moindre et un niveau d'existence diminué. Je lui ai demandé ensuite ce qu'il adviendrait, si on pouvait faire quelque chose pour abaisser les prix, si par exemple l'Etat réduisait assez les droits de douane pour imposer une diminution du prix des produits. Il a répondu qu'il en résulterait un accroissement du nombre des emplois. Un plus grand nombre d'hommes travailleraient à un moindre salaire, mais le coût de la vie serait moins élevé. Les ouvriers toucheraient un salaire nominal relativement bas, mais ils auraient une chose bien plus importante, un mode d'existence plus élevé qu'au-paravant.

A mon sens, c'est ainsi que le Gouvernement doit aborder le problème, s'il veut remédier au chômage. Il doit vouloir assurer une meilleure distribution de ce qu'un économiste américain a appelé l'excès de production. Dans tout le pays nous voyons de petits groupes qui luttent désespérément pour améliorer leur mode d'existence. Nous laissons s'échapper l'occasion que nous devrions et que nous pouvons saisir d'améliorer le niveau d'existence, en travaillant constamment à une meilleure distribution de la richesse produite. Que faut-il faire? Je dirai au parti libéral que nous avons commencé à réduire le tarif en abolissant le droit d'accise. Depuis le début de la crise, c'est le plus grand effort individuel qui ait été tenté pour ramener les choses à l'état normal.

Le Gouvernement s'est tracé un programme. Il se propose maintenant d'étudier le tarif sur le sucre et l'accord avec les Indes occidentales. J'aimerais qu'il fût prêt à agir sans examen, car cette situation a déjà été étudiée, et elle est tellement claire, qu'on peut s'en rendre compte d'un coup d'œil. C'est un des pires exemples d'exploitation que nous ayons vu dans ce pays. Cependant, je suis sûr que le Gouvernement fera tout en son pouvoir pour faciliter cette enquête, afin que nous puissions prendre des mesures avant la fin de la session. C'est une porte de sortie tout près de nous. Puis, après avoir étendu notre commerce avec les Etats-Unis et les Antilles, continuons. Lorsque le parti libéral est au pouvoir, il n'y a pas lieu de craindre pour l'expansion de notre commerce. Nous n'avons pas peur de commercer avec toutes sortes de gens, où qu'ils se trouvent. Nous ne craignons pas de les voir nous arracher trop de concessions, de trop donner ou de trop recevoir. Cela ne m'inquiète jamais; je laisse ce souci à mes amis conservateurs. En avant, donc, grâce à ces méthodes. Allons de l'avant, et augmentons nos échanges commerciaux; distribuons plus équitablement notre richesse et notre production. C'est cela le libéralisme. C'est la tâche qu'il faut accomplir au Canada aujourd'hui.